

Frank Timis, « l'homme qui parle à l'oreille des chefs d'Etat africains », peut-il ressusciter le projet d'exploitation du manganèse de Tambao ? (1/2)

Depuis que je fais ce *job* de journaliste économique (1^{er} juillet 1969), et aussi loin que je remonte dans mes souvenirs, le projet d'exploitation du gisement de manganèse de Tambao a toujours été « le grand projet » qui devait changer la physionomie de la Haute-Volta puis du Burkina Faso. Dès la fin de la décennie 1960, deux ingénieurs de l'*Ecole nationale supérieure de géologie (ENSG)*, Pierre Blazy (qui en sera, par la suite, le directeur) et Robert Houot (futur directeur de recherches au *CNRS*) avaient publié, dans le cadre de l'*Ecole nationale supérieure de géologie appliquée et de prospection minière* de Nancy, un ouvrage sur la « valorisation du gisement de manganèse de Tambao ». En 1975 avait été créée la *Société minière de Tambao (Somitam)*. Elle associait alors des intérêts publics voltaïques (51 %) et des intérêts étrangers : *Tambao Manganese Mine Development* (Japon) pour 30 % ; *Exploration und Berghan GmbH* (Allemagne) pour 9 % ; *Union Carbide* (Etats-Unis) pour 7 % ; la *Société Tambao Manganèse* (France) pour 3 %. A la demande des bailleurs de fonds, une étude d'évaluation du projet avait été réalisée (avec beaucoup de retard par rapport aux prévisions) par la *Banque africaine de développement (BAD)*. Il était prévu, alors, un démarrage de l'activité d'extraction à compter d'octobre 1977.

Mais la réalisation du projet d'exploitation était conditionnée à celle d'un chemin de fer permettant l'évacuation du minerai : il fallait relier Tambao, dans l'extrême Nord-Est du pays, à Ouagadougou pour ensuite l'acheminer, toujours par rail, vers le port d'Abidjan. Le projet ferroviaire connaissant les mêmes tribulations que le projet minier, Tambao va rester dans les tiroirs. On sortira bien le dossier, de temps en temps, pour le dépoussiérer mais la conjoncture ne sera jamais favorable à un projet excessivement coûteux en investissements pour un produit brut qui est loin d'être stratégique (le manganèse est principalement utilisé pour la production d'alliages) et qui, surtout, se trouve en surcapacité : la capacité de production actuellement disponible est deux fois supérieure à la demande moyenne annuelle de ces dernières années. Actuellement, quatre pays assurent 90 % de la production mondiale de manganèse HG (le haut grade) : l'Afrique du Sud ; le Gabon ; le Brésil ; l'Australie.

C'est pourquoi Tambao n'intéresse pas les grandes compagnies minières (parmi lesquelles le groupe français *Eramet-Comilog*) et que la résurrection de ce projet est l'ambition affirmée d'un homme d'affaires qui s'est fait une spécialité de susciter dans les capitales africaines le grand rêve du pactole minier : Vasile Frank Timis. A Tambao, il semble avéré, d'ores et déjà, que le rêve tiendra du mirage (ce qui, à la limite, vaut mieux que le cauchemar ; mais celui-ci n'est pas encore exclu). Le 11 août 2012, Frank Timis (il a fait l'impasse sur Vasile, trop connoté Europe centrale) a donc obtenu les droits d'exploitation du gisement de manganèse de Tambao, promettant d'y investir 650 millions \$ (soit 520 millions d'euros) afin d'exporter 1 million T/an, de réhabiliter la voie ferrée Ouaga-Kaya (le tronçon de la « *Bataille du rail* » cher à Thomas Sankara), de construire une route minière Ouagadougou – Kaya (90 km) ; dans une seconde étape, l'exportation sera portée à 2 millions T/an avec la mise en place d'une voie ferrée Tambao-Kaya afin de créer un « *corridor d'exportation tout-rail de Tambao à Abidjan* ».

Pour ficeler le paquet-cadeau, Timis s'est engagé à faire réaliser l'étude de faisabilité d'un barrage hydro-électrique sur le Beli (rivière au Nord de Tambao) : il faudra de l'électricité et de

La Dépêche Diplomatique

Quotidien des relations internationales

Jean-Pierre Béjot, éditeur-conseil

Téléphone 00 33 (1) 34 14 52 53

< jpbejot@orange.fr >

11^{ème} année - Vol. 40 – Burkina Faso 0312/lundi 17 septembre 2012

l'eau pour extraire le manganèse. Pas nécessaire de dépenser beaucoup d'argent pour cette étude. En janvier 1970, l'*Orstom*, sur financement du Fonds spécial des *Nations unies*, avait mené une étude hydrologique de cette rivière qui n'est, au mieux de sa forme, qu'une suite de mares ; elle en avait conclu qu'elle pouvait être aménagée dans une perspective... pastorale. Rien d'autre. Il est certain que, quarante ans plus tard, la situation hydrologique de cette rivière ne s'est pas améliorée. Timis devrait aussi assurer le bitumage de l'axe Dori/Gorom-Gorom/Tambao (une bonne centaine de kilomètres), construire des écoles, des centres médicaux, installer des points d'eau et distribuer des bourses de parrainage pour les enfants de la région. Timis ne cultive pas pour rien son image « *d'empereur d'Afrique de l'Ouest* ». Il peut tout faire...

Alors que des groupes miniers multinationaux se sont intéressés à Tambao sans jamais donner suite, Timis argumente que son projet peut aboutir dès lors qu'il « *a l'oreille* » d'entreprises chinoises qui pourraient y être associées. Il est vrai que la Chine est importateur de manganèse ; mais Pékin a déjà étudié des investissements directs dans des projets miniers en Afrique centrale (notamment au Gabon) et en Afrique de l'Ouest (particulièrement en Côte d'Ivoire). Plus encore, le ralentissement de l'activité économique mondiale, la nouvelle crise de la sidérurgie et la surcapacité de production de manganèse sur le marché international ne plaident pas en faveur d'investissements nouveaux dans le secteur.

S'ajoute à cela la personnalité de Frank Timis. Pas encore quinquagénaire (il serait né en 1963), Vasile Frank Timis est originaire de Borsa, localité des Carpates, au Nord de la Roumanie, non loin de la frontière avec l'Ukraine. Sans formation professionnelle réelle, il va aller chercher fortune sur la côte Ouest de l'Australie, du côté de Perth. Il va s'y adonner au transport routier, conduisant lui-même le seul camion exploité. Il ne faudra pas longtemps pour que Timis fasse parler de lui. D'abord auprès de la police et de la justice pour consommation de drogue. Ensuite, dans le monde du *business* : à trente ans, il est à la tête de sociétés minières australiennes dont on connaît mieux les raisons sociales que l'effectivité de l'activité. Il est associé avec des membres de sa famille mais aussi avec des personnalités roumaines qui s'adonnent avec frénésie, depuis la chute de Ceausescu, au trafic d'influence affairo-politique ; parmi elles, le fils du sénateur du Parti démocrate, Teodor Hauca, responsable de la commission économique mis en cause dans quelques scandales qui vont lui coûter sa carrière politique. Timis va s'intéresser à l'or puis au pétrole, multipliant les sociétés, les montages financiers et les connexions avec des responsables politiques roumains (parfois controversés) qui lui permettront de se faire ouvrir les portes de la Chine (solidarité « stalinienne » sans doute) qui, à l'instar de Timis, entendent annihiler la position dominante des grandes compagnies minières et sidérurgiques. Plus qu'un entrepreneur, Timis est un apporteur d'affaires qui sait jouer les illusionnistes, acheter à crédit et vendre *cash* et, surtout, un parfait connaisseur de la nature humaine : tout homme a son prix, il s'agit seulement de savoir lequel ! Sa force réside dans son hyper-réactivité ; les commentateurs évoquent ses « *cinq avions privés* », ses séjours dans les suites des « palaces » locaux, ses déjeuners dans les meilleurs restaurants de Piccadilly Circus – il est installé à Londres – son « *jaillissement* » qui l'a fait surnommé « *Gusher* », ses relations d'affaires à l'instar de celle qu'il a initiée avec Lord Anthony St John, un beau gosse anglais qui a épousé une ex-miss Angleterre, élevé et formé au Cap, en Afrique du Sud au temps de l'*apartheid*, avocat et homme d'affaires présent dans une quantité de sociétés un peu partout dans le monde et notamment en Afrique ; il n'est pas certain, d'ailleurs, que sa relation avec Timis soit au *top* depuis l'affaire de *Regal Petroleum* (condamnation à Londres à 725.000 euros d'amende pour diffusion d'informations erronées) dans laquelle le Lord était mouillé.

Timis va émerger sur la scène africaine avec son implantation en Sierra Leone. Il a vite compris que, sans autre ressource que son entregent, les pays qui sortaient d'une guerre civile étaient plus à même de croire aux miracles que les autres.

Frank Timis, « l'homme qui parle à l'oreille des chefs d'Etat africains », peut-il ressusciter le projet d'exploitation du manganèse de Tambao ? (2/2)

Il y a dix ans personne, jamais, n'avait entendu parler de Frank Timis. Certes, il était présent, depuis une décennie, dans du *business* lié aux secteurs minier et pétrolier, mais c'était un homme... d'affaires, rien d'autre. Surtout pas un entrepreneur. Et ses « affaires » le menaient dans des pays glauques : Roumanie, Bulgarie, Kazakhstan et... Sierra Leone. Des pays où tout est possible dès lors que l'on n'a pas froid aux yeux ; ni d'états d'âme. Timis sait tisser des relations « d'affaires » (qui sont aussi des relations politiques ; sans oublier la connexion avec des « services » sans lesquels rien n'est possible) et lever des fonds sur les marchés financiers grâce à ces relations/connexions. Et ça marche. Il débarque en Sierra Leone en 2004. La guerre civile a ravagé ce pays pendant une décennie (1991-2001). Le contrôle du secteur minier a été un des enjeux de la guerre ; notamment pour ce qui est des diamants, facilement transportables, facilement négociables. Mais la Sierra Leone regorge d'autres ressources minérales. Sauf, et c'est la grande idée de Timis, que lorsque la guerre civile fait rage il n'est guère possible d'exploiter les mines existantes et d'évacuer leur production quand pour cela il faut des routes et des ports. Timis sait aussi que la corruption banalisée, l'absence d'infrastructures, l'insécurité chronique... n'incitent pas les grandes compagnies minières à mettre le nez dans des affaires qui ne sentent pas bon (Timis dira qu'en Sierra-Leone « *Il fallait avoir le cœur bien accroché !* » ; entretien avec Christophe Le Bec – *Jeune Afrique* du 23 janvier 2011). Timis va trouver, à Freetown, l'homme qu'il faut à la place qu'il faut : Gibril Bangura. Bangura, formé au *Junior College* d'Atlanta (Georgie) et à l'*American College* au Caire, est proche du président Ahmad Tejan Kabbah qui, alors, régnait à Freetown. Il a fondé *Sierra Leone Diamant Co. Ltd* devenue, en août 2007, de façon plus neutre, *African Minerals Ltd (AML)*. Il en est le directeur exécutif ; il est également directeur général de ses filiales en Sierra-Leone. Timis en devient le président.

En Sierra-Leone, en 2004, Timis et Bangura, à la recherche de sites de diamants alluviaux vont recenser les sites miniers inexploités du fait de la guerre (Timis appelle cela : « *la cartographie minière de l'ensemble du territoire sierra-léonais pas encore sous licence, soit 42.000 km²* »). En échange, ils obtiennent les droits d'exploration sur la zone. C'est ainsi qu'ils vont mettre le doigt sur le gisement de... minerais de fer de Tonkolili, présenté comme le plus important de tout le continent avec des réserves de 12,8 milliards de tonnes. Cela tombe bien : la région, au centre de la Sierra Leone, est un fief de la famille Bangura (et, accessoirement, celui de Foday Sankoh, l'ancien chef du *RUF*). Tonkolili va permettre de lever des fonds considérables sur le marché financier et d'entrer en tractations avec *Shandong Iron and Steel Group (SISG)*, société d'Etat chinoise qui, en mars 2012, va entrer dans le capital de la société d'exploitation. La contribution de *SISG* (1,5 milliard \$) va permettre de rembourser une partie des facilités bancaires sur lesquelles *AML* avait fondé jusqu'alors son développement.

L'affaire Tonkolili bouclée sur le papier (il reste encore à démontrer que le projet est viable pour les investisseurs et, d'ores et déjà, quelques soubresauts agitent le conseil d'administration obligeant Timis à reprendre du service actif en Sierra Leone), Timis pouvait s'intéresser à

d'autres horizons africains. Ils ne manquent pas !

« *On ne prête qu'aux riches* ». En Afrique comme ailleurs. Dès que Timis débarque, c'est l'emballage médiatique. « *Homme d'affaires exceptionnel* », « *Associé de J.P. Morgan* », « *Une fortune de près de 14 milliards d'euros dont 3 milliards en liquide* », « *Le plus grand investisseur en Afrique de l'Ouest* », etc. En décembre 2011, il était à Dakar, s'était installé (« *furtivement* » commentera la presse locale) au merveilleux *Radisson Blu* pour y rencontrer Pierre Goudiaby Atepa, éminence grise et *missi dominici* d'Abdoulaye Wade, et Samuel Sarr, amateur de berlines allemandes (de luxe), ancien directeur général de *Sénélec*, ex-ministre de l'Energie promu ministre d'Etat et conseiller financier du chef de l'Etat abandonnant ainsi son portefeuille à Karim Wade. Conseillé par Djibril Amadou Kanouté, directeur général de *Petrosen* (aujourd'hui débarqué), Timis avait jeté son dévolu sur l'*offshore* sénégalais. Quelques jours auparavant, le 28 novembre 2011, *African Petroleum Corporation Limited*, société de la nébuleuse Timis, avait annoncé que sa filiale *African Petroleum Senegal Limited* avait obtenu deux permis d'exploration : Rufisque *Offshore* Profond et Sénégal *Offshore* Sud Profond. *African Petroleum* (présidée par Anthony « Tony » Sage, comptable anglo-italien reconverti dans la finance et installé en Australie) est opérateur sur les deux blocs dont elle détient 90 %. Le communiqué publié ce jour-là par « Tony » compare habilement les potentialités de ces deux permis au gisement *Jubilee*, récemment mis en exploitation au Ghana, également dans l'*offshore* profond, « *un des plus gros champs de pétrole découverts au large des côtes d'Afrique de l'Ouest depuis dix ans* », et au gisement *Mercury* en Sierra Leone (nettement moins prometteur : 450 millions de barils contre 1,8 milliard pour *Jubilee*). La démarche est simple : il y a du pétrole au Ghana et en Sierra Leone, tout laisse espérer que l'on peut en découvrir ailleurs dans l'*offshore* profond « *qui présente a priori les mêmes caractéristiques géologiques* ». Sur la base de cette réflexion, *African Petroleum Corporation Limited* est présent au Liberia, en Sierra Leone, en Gambie, en Guinée... et, désormais, au Sénégal. Et en Côte d'Ivoire.

Le samedi 17 décembre 2011, Timis était à Dakar pour y rencontrer Abdoulaye Wade et l'informer de son ambition de faire du Sénégal un pays pétrolier ; le lundi 19 décembre 2011, il signait à Abidjan un contrat de partage de production concernant le bloc CI-513, un *offshore* profond au large de Sassandra et San-Pedro. Signature en présence d'Adama Toungara, ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie, et de Charles Koffi Diby, ministre de l'Economie et des Finances. Sur ce bloc, *Africa Petroleum* sera opérateur et détiendra 90 % des parts contre 10 % pour la compagnie nationale ivoirienne *Petroci*. 17 décembre 2011 au Sénégal, 19 décembre 2011 en Côte d'Ivoire. Les deux dates sont significatives ; et la précipitation de Timis l'est tout autant. Au Sénégal, la fin de l'année 2011 est celle de tous les dangers. Wade entend être candidat à sa succession ; l'opposition et aussi la rue entendent faire barrage à cette candidature. La campagne pour la présidentielle 2012 va être rude. Le débarquement de Timis est présenté par la presse sénégalaise comme « *un soutien au financement de sa campagne électorale* ». En Côte d'Ivoire, fin 2011, Alassane D. Ouattara, élu un an auparavant mais n'ayant accédé au pouvoir que bien des mois plus tard, en est encore à établir l'état des lieux. Plus exactement, celui des décombres. Son équipe, enthousiaste et déterminée, veut aller plus vite, plus loin. Les investisseurs sont accueillis à bras ouverts. Au sortir d'une guerre civile particulièrement meurtrière, à Abidjan on rêve les yeux ouverts... Et Timis sait vendre du rêve.

Jusqu'où cela peut-il aller ? « *Un coup de dé jamais n'abolira le hasard* » a écrit Stéphane Mallarmé. Jusqu'alors, le hasard a servi Timis, roi des joueurs. Mais, inexorablement, les dés roulent. La nébuleuse Timis, au fil des ans, se charge d'affaires mal ficelées ou ficelées trop vite.

La Dépêche Diplomatique

Quotidien des relations internationales

Jean-Pierre Béjot, éditeur-conseil

Téléphone 00 33 (1) 34 14 52 53

< jpbejot@orange.fr >

11^{ème} année - Vol. 40 – **Burkina Faso 0312/lundi 17 septembre 2012**

En Roumanie, le « groupe », malgré ses connexions politiques (ou à cause d'elles et des facilités liées à la corruption de la classe politique) accumule les difficultés : après le projet Rosia Montana, c'est le projet de mine d'or Certej qui est dans le collimateur. A Londres et ailleurs, des questions se posent autour de ces projets miniers pharaoniques qui permettent à Timis de mobiliser sur le marché financier des millions de dollars. Dans une conjoncture mondiale en repli, les jours du flamboyant « *empereur de l'Afrique de l'Ouest* » seraient-ils comptés ?